

Les migrations, l'Europe et la philosophie. Dialogue avec Rada Ivekovic¹

Marie-Claire Caloz-Tschopp

Prologue

Tout en suivant depuis plus de trente ans les politiques migratoires et du droit d'asile en Europe, en Suisse, je lis les écrits de Rada Ivekovic portant sur le sexe de la nation, la guerre de fondation, la guerre et la violence sexuelle, une approche critique de la culture, les partitions, les pays divisés et les villes séparées, le sexe de la philosophie, J.-F. Lyotard et le féminin. Je ne suis pas spécialiste de l'opposition non nationaliste de la Croatie, de la critique du post-modernisme, de la philosophie indienne, terrains des compétences pointues de l'auteur dont il faudrait parler pour comprendre la cohérence d'ensemble de son projet philosophique.

Le dialogue est constitutif de l'activité de penser et de lutte. Un court texte de Rada Ivekovic a été et reste avec ses deux derniers livres parus, l'objet d'un dialogue, d'une sédimentation dans l'ombre de l'agir. Je partirai donc du texte de R. Ivekovic écrit pour l'Appel du Groupe de Genève « Violence et droit d'asile en Europe » (GGE), prolongé par son livre *Le sexe de la nation*, puis j'en arriverai à présenter deux références (Guillaumin, Arendt) en les mettant en discussion avec les travaux de R. Ivekovic. La situation des étrangers aux frontières de l'Europe et le spectre des camps² est à l'arrière-fond de la scène. L'enjeu est la construction d'une pensée critique, optimiste, en *tenant*, en inventant pas à pas une *position* selon le terme de P. Derrida pour créer une autre Europe, une autre philosophie et transformer radicalement notre regard sur la société, et en particulier sur la migration.

1. Le lien entre violence et droit d'asile

En septembre 1993, R. Ivekovic a transmis au Groupe de Genève un texte très important intitulé : « Une guerre de fondation en Europe ? » où la question du *partage de la raison* était déjà la colonne vertébrale philosophique de sa réflexion. C'est réseau souple d'échanges et de réflexion critique sur la violence constatée dans les politiques du droit d'asile en Europe, entre chercheurs de divers domaines, militant.e.s et professionnel.le.s fondé en 1993. La déclaration de Genève, lieu du HCR, du 25.9.1993 en sept points publiée avec 42 textes de participant.e.s³, visait d'une part à développer une réflexion critique interdisciplinaire sur les concepts fondamentaux (Etat, nation, peuple, souveraineté, mode de pensée national, frontières, réfugié, travailleur immigré) et une prise en compte spéciale des réflexions émanant de celles et ceux qui vivent sur le terrain du non accueil des réfugiés pour formuler une série de déplacements à intégrer dans les actions et la recherche.

Rappelons deux faits pour comprendre le contexte de l'époque. Concernant « l'externalisation » des migrants, Tony Blair demandait au HCR de chercher des terres d'asile proches du pays d'origine, en clair d'organiser les renvois forcés. Sa demande faisait suite à celle de membres du parti conservateur

¹ Article publié en 2007, in *Contretemps*, no. 20, p. 145-160. missclarabella@libero.it

² Caloz-Tschopp M.C. (2004) : *Les étrangers en Europe et le spectre des camps*, Paris, La Dispute.

³ Pour des informations sur le GGE, voir Caloz-Tschopp M.C., Clévenot A., Tschopp M.-P. (eds), *Asile, violence, exclusion en Europe. Histoire, analyse, prospective*, co-éd. Cahiers des Sciences de l'Education de l'Université de Genève et GGE, Genève, 1994, 463 p.

qui cherchaient une île où exporter les réfugiés européens. Ces propositions intervenaient dans un cadre où le droit d'asile était vidé de sa substance par les Etats, processus qui continue de nos jours. L'hospitalité n'est pas un thème pour Sarkozy et Blocher, ministres de l'intérieur en France et en Suisse.

En 1993, R. Ivekovic a donc collaboré à la réflexion du GGE par son texte, *Une guerre de fondation en Europe ?* qui a posé des bases incontournables pour la réflexion sur la paix, la guerre en Europe et sur la place des migrations. Nous l'avions jugé si important à l'époque, que nous l'avions mis au début du volume des textes d'auteurs répondant à l'appel. A partir de sa réflexion, comment qualifier la violence d'Etat dans le droit d'asile? Jusqu'à quel point, la réflexion de R. Ivekovic rend compte de la violence présente dans les politiques d'immigration et de droit d'asile en Europe depuis les années 1980 ?

2. Une guerre de fondation en Europe ancrée dans la partition de la raison

Que nous disait R. Ivekovic de si important en 1993 en nous présentant le conflit de Yougoslavie comme une guerre de fondation en Europe ? Elle s'interrogeait sur le « fondamentalisme nationaliste » (re)fondateur par la guerre qui semble être narratif, mythifiant et en ce sens créateur », qui « a les yeux braqués sur le passé et non sur l'avenir, qui marche à reculons ». Le fondamentalisme n'est pas forcément religieux, il peut être politique, historique, national, soulignait-elle.

Sa perspective est précieuse devant les discours sur l'immigration qui se targuent de ne pas laisser au Front National le monopole du patriotisme, du nationalisme, de la nation, du droit du sang, de la préférence nationale, etc., des analyses sur les Talibans en Afghanistan, la prolifération de nouvelles ONG dans l'humanitaire étrangères, les activités de l'Opus Dei en Europe ou encore des analyses sur le créationnisme au Etats-Unis se limitant à opposer Dieu à Darwin.

En fait, écrivait-elle, « Il est impossible de réfléchir à ces problèmes sans, tôt ou tard, mettre en cause notre propre identité, ainsi que celle de l'Europe. L'Europe se constitue par ses frontières vers l'Orient ». Elle soulignait un paradoxe au centre de la construction européenne de Maastricht, que l'on pourrait résumer en terme d'une auto-centration a-relationnelle :

« Le paradoxe européen (et occidental) réside dans le fait que l'Europe donne elle-même le cadre de ces débats dans lesquels elle voudrait faire intervenir les autres, surprise de les voir continuer à y garder le silence. L'Europe (l'Occident) dans la globalisation de son modèle par le pire, veut représenter à la fois soi-même et l'autre, en même temps le pôle universel et le pôle particulier. Elle apparaît ainsi par deux fois là où toutes les autres différences se manifestent une seule fois en tant que particularités. La guerre yougoslave est aussi une guerre européenne, tandis que l'Europe veut prétendre à la fois à l'unité et à la multiplicité. Mais l'Europe reste difficile sinon impossible à définir, car elle voudrait se définir d'elle-même et à partir d'elle-même, et parce qu'elle a globalisé son type de rationalité et refusé aux autres types de rationalité le même statut. Le fait que l'Europe soit (pour elle-même) un problème relationnel nous fait perdre de vue que cette relationnalité n'implique point de symétrie avec les autres, au contraire ».

Elle signalait une caractéristique de la philosophie dominante européenne, occidentale de la modernisation véhiculant « l'occidentalisation », qui a fragmenté le réel et aplati l'histoire, et dans laquelle « (...) le sujet se constitue d'emblée comme scission et séparation. Les différents

historicismes (dont le nationalisme est une forme contradictoire) tentent de reconstituer la totalité du monde. Ils pratiquent en même temps l'appropriation du monde par le sujet dominant ». Elle écrivait en 1993, bien avant « le choc des civilisations » de S. Huntington, mais dans un sens très différent et combien prémonitoire : « Nous ne pouvons plus être fiers de ce que le modèle européen, occidental a gagné. Il y a fort à parier qu'il rétablira un nouveau clivage binaire, et que le terme considéré négatif portera le nom d'Islam (d'Orient) » (p. 8). On pense au débat « antiterroriste », au « choc de civilisation » avec le monde musulman, au débat sur l'adhésion de la Turquie à l'Europe.

Pour R. Ivekovic, « le nationalisme et la guerre sont des cas-limites de constitution du sujet occidental, ainsi que le stade suprême de la crise ». En même temps, l'Autre, « de simple stéréotype culturel est transformé en archétype du mal » (p. 9). Elle soulignait à juste titre, que « la critique des nationalismes contemporains implique une critique de la modernité occidentale », les deux phénomènes étant différents mais se rejoignant dans « l'effondrement général de l'Europe de l'est » et du tiers monde. Elle soulignait encore, en prenant l'exemple du nationalisme postcommuniste, que « la refondation historique » s'appuyant sur des mythes présentés comme des « preuves irréfutables » exprimait une peur, une souffrance, la perte collective de mémoire. Le porteur du discours se présentant comme le « père de la nation » - et donc comme un sauveur de l'identité collective - « masculinise complètement le fonctionnement de la société et de l'Etat ». Ces formes de nationalisme sont « l'expression d'un bouleversement » bien plus profond que l'économie globalisée actuelle, avec une capacité à la fois destructrice et créatrice.

Elle terminait son article par un postulat prémonitoire: « Le grand bouleversement qui ne fait que commencer. Il touchera l'Occident de plein fouet prochainement. Il pourrait être d'autant plus terrible que l'Europe refuse de voir dans cet événement son propre visage ». Ce visage est celui d'une Europe divisée, fragmentée : « La guerre est l'expression du fait que l'Europe n'est pas une, qu'elle n'est pas une identité déjà définie, qu'elle n'est pas sujet, qu'elle n'a donc pas de volonté. Il est inutile de le lui reprocher, car l'Europe se construit et se fait seulement par cette guerre. Si elle ne préexistait pas, elle sera là après la catastrophe, après les génocides, comme leur résultat ».

C'est l'image de l'Europe, de la raison occidentale que R. Ivekovic dessinait devant nos yeux en 1993 à Genève. Pour empêcher, freiner, résister à la guerre, pour bâtir une citoyenneté européenne « il faudrait sortir du mécanisme dichotomique », concluait-elle. Pour nommer la violence des politiques étatiques en matière sur le droit d'asile qui préoccupait les participant.e.s du GGE, elle parlait de guerre et de guerre de fondation en Europe. Elle impliquait directement la raison occidentale. Elle partait d'une interrogation sur l'échec de la raison occidentale en postulant que l'échec reposait en fait sur la réussite de la globalisation. Elle nous montrait que la question politique et militaire de la citoyenneté était en fait une question philosophique.

3. Le sexe de la nation: un des nœuds du conflit

Arrêtons-nous sur *Le sexe de la nation* (dont on a de plus courts développements dans un court article sur la guerre et la violence sexuelle dans *Lignes*) en lien direct avec les migrations.

Il nous faut partir d'un constat : « la construction de toute identité, qu'elle soit pensée comme religieuse, culturelle, linguistique, sociale ou autre, s'appuie sur une définition préalable des rapports sociaux hétérosexuels des sexes. Il en va de même de l'identité dite ethnique et/ou nationale ainsi que de l'Etat » (p. 20). « Le rapport des sexes précède toujours l'ordre établi et apparaît comme sa condition de possibilité », résume C. Malabou (p. 20). Voilà ce qui est central. Peut-être faut-il ensuite tenter de maintenir l'écoute sur la couche prépolitique (selon, C. Malabou) ou plutôt ontologico-politique au sens d'un arché-type – il faudrait dire d'un cadre, d'un *holding* - de l'Être

social-historique (ce qu'a bien montré Gaële Rubin aussi) pour le faire « résonner » (au sens de résonance) avec la philosophie, la politique, pour entendre en quoi l'approche des migrations, de l'Europe et la pensée en sortent bouleversés. S'il y a un socle universel aujourd'hui dans les rapports de pouvoir, ce sont les rapports sociaux de sexe. C'est le « fondement secret du nouvel ordre mondial » d'un patriarcat élargi qui subordonne les États imbriqués dans le binôme sexenation.

En résumé, le rapport des sexes est pensé par R. Ivekovic comme pré-politique par rapport à l'ordre politique étatique. Il précède et contraint à la fois la pensée et l'ordre politique étatique. Cette antériorité apparaît comme la condition de possibilité de l'ordre politique en tant que tel. Il faut dès lors penser non seulement le statut de la raison, de la nation, mais aussi la conception de l'État et la politique que cela implique. R. Ivekovic nous montre le lien étymologique et fluctuant existant entre nation et naissance : le terme (*narod* – en serbo-croate ce qui est né par la suite –) est à la fois *ethnos* et *demos*, tantôt c'est peuple, tantôt population, tantôt nation. Toute fondation nationale, dans les textes qu'elle analyse de la Yougoslavie, implique donc une filiation (pensée exclusivement masculine), dont le mode de gouvernement dominant est un patriarcat fondamentaliste qui (ne reconnaît pas l'appartenance des femmes à la polis, et qui donc) exclue les femmes de la citoyenneté. La globalisation économique s'articule à la globalisation patriarcale fondamentaliste, qu'elle adapte aux besoins du capitalisme dans sa phase historique actuelle. Le rapport hiérarchique patriarcal fondamentaliste soumet les femmes, mais pas seulement : « le patriarcat est un ordre social qui est loin de subordonner seulement les femmes. Il soumet au patriarche réel ou symbolique aussi bien les hommes que les femmes et les enfants et structure la hiérarchie sociale en son ensemble » (p. 21), écrit-elle encore. Il est donc urgent de « dénoncer la complicité de l'inscription de la nation-ethnie dans le projet de l'État et de l'universalité de la subordination des femmes, car la « subordination des femmes est un important moment de cohésion pour la nation ». (p. 21).

En synthèse, pour R. Ivekovic, la « guerre de (re)fondation » est un prisme où apparaissent à la fois les transformations du politique, de la raison, de la philosophie mise en œuvre dans des rapports de pouvoir de l'Occident. Le rapport d'Altérité est biaisé. La place des femmes et des étrangers sont les deux lieux de conflits les plus significatifs aux frontières non seulement de la démocratie, mais de toute société. Nicole Loraux a montré que ces deux conflits ont une histoire de longue durée. Ils construisent le/la politique de toute société, son rapport à la violence. D'un point de vue épistémologique, les femmes migrantes¹ confrontées à la violence guerrière condensent l'altérité et la violence, ce qu'a montré R. Ivekovic dans l'ensemble de ses travaux. De brèves remarques peuvent être utiles pour tenter d'articuler ses travaux à mes observations sur les politiques migratoires dans le laboratoire Schengen et mes propres recherches philosophiques sur les migrations.

La première remarque concerne le débat Lumières-anti-Lumières franco-kantiennes à propos de la nation. Rada Ivekovic évoque une conception de la nation qu'on peut situer dans le courant des « anti-Lumières ». Z. Sternhell, par exemple, rappelle qu'il existe diverses conceptions dans les traditions de la nation en Europe et aux USA. Très brièvement, d'un côté, il s'agit d'individus vivant dans un État (modèle français évoqué dans une courte période de la Révolution française) et de l'autre, il s'agit d'un corps commun où l'individu disparaît, où la filiation, le sang, l'ethnie, etc. deviennent déterminants (Herder, Taine) pour définir l'appartenance dans un tout. Le sentiment d'appartenance irrationnel, la force priment alors sur la raison et le droit. Une telle conception « anti-Lumières » de la fin du XVIII^e siècle en Europe, éclate au XX^e siècle, notamment dans le néo-conservatisme allemand, le national-socialisme en Allemagne, et en France avec Vichy en 1940. On la

¹ A ce propos, voir Caloz-Tschopp M.C. (2006) : « Clandestinité des femmes migrants. Apartheid de sexe, violence, globalisation », in *Vivre en clandestinité*, Université des femmes, Bruxelles, aicha@universitedesfemmes.be

retrouve sous d'autres formes dans diverses parties du monde aujourd'hui (ex-Yougoslavie et aussi chez les néoconservateurs américains).

La deuxième remarque concerne la qualification d'un régime/système de pouvoir. Je ne vais pas discuter ici le concept de patriarcat à partir des études féministes dont des chercheuses se demandent s'il est apte à désigner l'état pré-politique antérieur aux principes, à l'organisation politique. J'en reste à la théorie politique classique, du patriarcat que définit R. Ivekovic comme étant un type de régime politique sexiste et fondamentaliste. Je note en passant, seulement qu'en discutant l'antériorité des rapports de sexe à ceux de la nation, des travaux féministes comme ceux de Gayèle Rubin obligent à repenser la genèse du politique. En ce sens, il n'y a pas de *pré* ou de *post*. Il y a du/de la politique dès le moment où la pensée pense l'Être social-historique, les rapports de pouvoir, les rapports sociaux de sexe, avant même que les questions de principe, d'organisation politique, de lois, de droits se posent.

La troisième remarque concerne le patriarcat national fondamentaliste et les migrations. A propos des migrations, l'auteur avance un paradoxe qui n'est qu'apparent et demande à être dépassé pour comprendre la nouvelle guerre. En résumé, écrit-elle, les Etats issus de la colonisation et les Etats postsocialistes ne sont pas les seuls à être sous la domination d'un patriarcat national fondamentaliste. Les Etats providence occidentaux sont travaillés par la même logique. Ils se voient contraints « d'interroger les limites de leurs démocraties », face aux nouveaux migrants de l'est et du sud, les nouveaux postulants à l'entrée dans l'Europe et les marchés mondiaux, « d'interroger les limites de leurs démocraties ». Ils en arrivent à limiter drastiquement les libertés et l'égalité, en appelant dans certains cas à une pureté nationale et ethnique, une mémoire fantasmatique du sol et du sang (même si ces termes sont censurés en tant que tels).

Une telle limitation se traduisant par un durcissement des frontières (Balibar) s'accompagne d'une ouverture supranationale (les discours de Ch. Blocher, fondateur de l'UDC, Conseiller fédéral en Suisse, en sont un bon exemple). Les discours nationalistes se mêlent aux discours d'intégration au marché européen et du total-libéralisme triomphant. D'un côté on assiste à une dissolution de la citoyenneté du peuple d'en bas par l'appel à des visions, pratiques communitaristes, de l'autre à une recomposition de grands ensembles économiques, technocratiques européens et intercontinentaux. D'un côté on a un renforcement du national-républicanisme et de l'autre des « zombies apolitiques », la démission de l'Etat de protection et le durcissement de l'Etat policier et même militaire.

Pour dépasser l'ordre patriarcal fondamentaliste, en s'appuyant sur les *Postcolonial Studies* et les *Post-socialist Studies* en n'entérinant pas une fin de l'histoire en 1989, une perte de mémoire, R. Ivekovic dessine une philosophie de la multiplicité, du partage articulée à une révision de la représentation de l'espace. A la suite d'un chercheur indien (des travaux de Arjun Appadurai), elle montre que le concept de *région* permettrait une géographie imaginaire plus souple, qui permet de construire un puzzle composant un territoire ouvert. Sa proposition concerne la vision de la souveraineté territoriale de la nation en priorité. Les austro-marxistes autrichiens des années 1920 ont pris la question par un autre bout, en se situant dans l'histoire et une position d'anthropologie philosophique et non dans l'espace. Ils proposaient au début du XXe siècle d'attacher les droits à l'individu et non à l'Etat, (les droits subjectifs et pas les droits étatiques) en renversant la question de la souveraineté sans la repenser radicalement.

La quatrième remarque concerne la transformation de la guerre. La violence génocidaire liée aux transformations de la guerre, de la violence d'Etat nihiliste à l'œuvre dans les politiques à l'égard des étrangers et d'autres catégories de population précarisées avec le démantèlement de l'Etat-providence, ne peut être comprise uniquement à partir de la nation et d'un redécoupage territorial de

la souveraineté étatique en régions. Il est certain que d'autres guerres de fondation ont eu lieu dans l'histoire européenne, en particulier au XXe siècle. Ce que nous appelions *violence*, Rada l'appelait « *guerre* ». Elle avait raison. Elle prenait acte de la réalité politique de la Yougoslavie aux frontières de l'Europe. Elle prenait une distance critique avec l'universalisation de la notion de victime, figure centrale de l'idéologie humanitaire présente dans les mouvements de défense des étrangers et du droit d'asile. Elle connaissait la violence d'Etat en Europe en matière de droit d'asile à partir des politiques de dissuasion instaurées au tournant des années 1980. Depuis les années 1980, les politiques d'immigration et du droit d'asile de l'hémisphère nord surtout, nous montrent que c'est bien de *guerre* qu'il s'agit.

Des historiens comme E. Traverso, des analystes des transformations des conflits et des limites du droit international humanitaire (DIH) - qui est pourtant un « droit de la guerre » comme le rappelle le Comité International de la Croix Rouge (CICR) -, ont montré par d'autres voies qu'on assiste à une transformation de la guerre et de la violence. Quel est donc le lien entre violence interétatique, para-étatique, construction des « nations-ethnie » et un certain racisme d'Etat violent, cruel et que l'on trouve à l'œuvre dans les guerres et les politiques migratoires contemporaines ? La violence constatée a-t-elle quelque chose de commun avec des guerres génocidaires (Cambodge, Srebrenica, Ruanda, Burundi, Grands Lacs, etc.) ? Un retour à l'histoire, avec un souci épistémologique de périodisation et de ruptures historiques s'impose pour déplacer le regard et redéfinir des objets, une position dans le travail intellectuel et politique. Il nous faut une histoire de moyenne et de longue durée (précapitaliste, capitaliste, coloniale, impérialiste, phase de globalisation actuelle) qui tienne compte en tout cas de deux fractures de l'histoire, à la fin du XVIIIe s et au XXe siècle¹.

4. Elargir la périodisation l'histoire de la modernité pour penser les migrations

Pour saisir l'ampleur du travail de R. Ivekovic je m'appuierai sur les travaux de deux femmes qui ont passé leur vie autour de questions liées au XXe siècle. L'une est sociologue. Elle a travaillé sur le racisme et le sexage Il s'agit de Colette Guillaumin. L'autre, Hannah Arendt, est philosophe et théoricienne politique. Elle a travaillé sur un régime politique de domination totale, le régime nazi, qui a conduit des groupes désignés à l'expulsion radicale, à leur extermination de masse par la *Solution finale*. J'ai lu les travaux de C. Guillaumin et aussi ceux d'Arendt à la fin du XXe siècle depuis les politiques migratoires, les dispositifs d'expulsion, les sans-Etat en m'éloignant résolument d'une forme d'essentialisation, de marché des victimes pour tenter de saisir la spécificité d'un système de domination qui a pratiqué de manière planifiée et délibérée, le massacre industriel de masse. En bref, ces deux approches impliquent de s'éloigner d'une « condamnation morale convenue » (Guillaumin), pour s'attacher à un travail de description en travaillant sur les résistances face à l'idéologie raciste et à un travail de « compréhension » face au traumatisme de la *Solution finale* (Arendt).

4.1. L'idéologie raciste, rupture dans la modernité

Le racisme nous force à remonter au-delà du meurtre et de la ségrégation pour tenter de retrouver les racines axiologiques qui sous-tendent toute « mise à part ». Mise à part qui est le début de la chaîne logique qui, à son terme, aboutit au meurtre ».
C. Guillaumin

En résumé, ce qui m'a particulièrement intéressée en confrontant R. Ivekovic et C. Guillaumin, c'est

¹ Voir, Caloz-Tschopp M.C. (2007) : « Philosophie, Migration et Droits de l'homme », M.-C. Caloz-Tschopp & P. Dasen (dir.), *Mondialisation, Migration et Droits de l'Homme*, vol. I : *un nouveau paradigme pour la recherche et la citoyenneté / Globalization, Migration and Human Rights*, vol. I, éd. Bruylant, Bruxelles.

l'invention de la race, l'idéologie raciste qui s'articule à une certaine idée « communitariste » de la nation au XXe siècle décrite par C. Guillaumin. Je m'en tiens ici à son livre *L'Idéologie raciste. Genèse et langage actuel*, écrit en 1968 (réédité). Cette idéologie qui comme elle l'a précisé ailleurs s'est institutionnalisée dans deux Etats : l'Etat nazi et l'apartheid en Afrique du sud. Je ne discute pas ici, son deuxième livre : *Sexe, Race et Pratique du pouvoir. L'idée de nature (Côté-femmes)*.

« De la fin du XVIIIe à nos jours, le lien se noue entre le système perceptif essentialiste – l'idéologie raciste – et la systématisation concrète de cette idéologie ; au moment même où les pétitions égalitaires et individualistes prennent leur essor » (p. 20). Selon C. Guillaumin, « Le caractère particulier du racisme, en Europe occidentale, à partir du XIXe siècle, est corroboré par la naissance durant ce même siècle de la théorie raciste, c'est-à-dire de la forme explicite de l'idéologie raciste. (...) La théorie, renvoie par le biais de la « science » à l'ordre de la nature. » ? C. Guillaumin décrit le passage de justifications religieuses renvoyant à un ordre sacré à des justifications de la science, qui auront des conséquences précises au XXe siècle.

Pour C. Guillaumin qui trace l'histoire de la notion de *race* en mettant en exergue comment une forme de naturalisation, d'essentialisation nouvelle fixée dans cette notion fixée sur la construction de la notion de race est la première rupture historique, une « mutation idéologique » qui intervient à la fin du XVIIIe siècle et donne naissance à l'idéologie raciste du XIXe siècle. Elle montre que l'idéologie raciste se forme sur la base d'un syncrétisme bio-social (entre divers domaines de connaissances de l'époque (évolutionnisme, positivisme) et se base sur une construction de la société en groupes possédant une essence figée, séparés entre eux, et en posant ces différences comme infranchissables et irréversibles :

C'est un univers fermé, des murs infranchissables, les groupes « sont » (essence). Ils n'ont plus de statut mouvant. Ils sont enfermés dans l'irréversibilité. La garantie d'Être qui se trouvait auparavant dans la transcendance divine, se déplace vers des « essences figées ». « Si le massacre, l'exploitation, l'agressivité, l'hostilité ne sont pas du tout des exclusivités des XIXe et XXe siècles, le type de justification où il se situe a changé de sens. (...) Désormais le monde est clos, garanti par les différences internes de nature, et la nature transcende les entreprises humaines. La rigidité des appartenances de groupe, fatalité biologique, est maintenant inamovible, « intouchable » » (p. 41).

Le rapport d'altérité change profondément. Il est ancré dans la race et reste profondément connecté à la question du *sexage*. C. Guillaumin montre comment le *sexage* s'articule à l'histoire de la race, ce que je ne reprends pas ici. Il faudrait prolonger les travaux de C. Guillaumin en reprenant des analyses sur le néo-conservatisme en Europe et même aux Etats-Unis, ses rapports au racisme, au sexisme, à l'antisémitisme, à la xénophobie, à l'épuration ethnique, dans les textes historiques d'Etats comme l'Etat allemand et suisse, et notamment dans le champ philosophique, pour en dégager d'autres syncrétismes. Je pense aussi aux travaux de E. Faye sur Heidegger.

4.2. La *Human superfluity* (Arendt), rupture au XXe siècle

La notion de *Human superfluity* élaborée par Arendt est complexe et mériterait une approche très nuancée et approfondie de l'ensemble de son l'œuvre. En partant des apports de R. Ivekovic sur la domination, la partition de la raison, la mise à l'écart de l'Autre, en les approfondissant à l'aune de l'idéologie raciste articulée à l'histoire du XXe siècle, à partir des travaux d'Arendt mis en perspective pour le XXIe siècle, il est possible de renforcer la qualification des enjeux philosophiques et politiques majeurs du « grand bouleversement » dont parle R. Ivekovic.

Le mot *Vernichtung* – néantisation – utilisé par les nazis pour nommer l'extermination, dit

explicitement ce dont il est question à propos de la *Human superfluity*. C'est un condensé du système. La philosophie nazie est très concrète, pratique. La pensée, le mot, les discours collent à la volonté de néantisation. En bref, la rupture historique décrite par Arendt concerne un régime politique sans précédent qui, en se basant sur une idéologie raciste construite pour Arendt, au moment du colonialisme et de l'impérialisme, a procédé à l'extermination de masse dans des chambres à gaz. (à quoi nous pouvons ajouter Hiroshima... et Tchernobyl en affinant les descriptions des événements précis). Cela a eu lieu non pas dans un pays de barbares mais au centre de la civilisation occidentale, rappelle Arendt. Le renversement de la *Human Superfluity*, de la néantisation en liberté, en pluralité, doit alors se fonder sur un socle de l'action politique redéfini à partir du « droit d'avoir des droits », c'est-à-dire de droits de l'individu qui ne sont plus dépendants de son appartenance à la nation, qui fondent une universalité ouverte, en construction. Très brièvement¹, Arendt redéfinit le socle de l'action politique quand elle réfléchit contre E. Burke au « droit d'avoir des droits ». On peut en effet interpréter son approche du « droit d'avoir des droits » comme un renversement de la *Human Superfluity*, de la néantisation en même temps qu'elle nous montre le travail de la conscience, de la pensée individuelle et collective (perte, récupération, désir) et qui fonde l'universalité de l'appartenance, de la citoyenneté politique, une universalité ouverte, en construction. La description, la résistance, la reconstruction s'interpénètrent dans l'œuvre d'Arendt.

4.3. Que retenir de la mise en lien des trois approches théoriques ?

Une lecture croisée de l'œuvre d'Ivekovic, Guillaumin et Arendt permet une synthèse intéressante. En partant des apports de R. Ivekovic sur la domination, le partage de la raison, la mise à l'écart de l'Autre, et en les approfondissant à l'aune de l'idéologie raciste articulée à l'histoire du XXe siècle, ainsi qu'à partir des travaux d'Arendt mis en perspective pour le XXIe siècle, il est possible d'enrichir ce que nous dit R. Ivekovic sur enjeux philosophiques et politiques majeurs du « grand bouleversement ».

Nous ne sommes plus sur des champs de bataille napoléoniens mais dans la continuation de la première guerre industrielle totale (1914-1918) et de la seconde guerre d'anéantissement. La guerre dite de haute ou basse intensité est une réalité mondiale aujourd'hui. Les lieux de conflits ouverts (Irak, Moyen-Orient, Népal, Soudan, Sri Lanka, Tchad, etc.) sont les plus visibles, mais pas les seuls à prendre en considération au « suds » comme au « nords », aux frontières de l'Europe, bon lieu d'observation de la guerre, surtout en matière de migrations. La prise en compte d'une périodisation élargie qui intègre les ruptures évoquées posent en tout cas trois questions :

1) comment penser le passé du XXe siècle qui ne passe pas ? Comment maintenir une relation à l'histoire de l'Europe nihiliste, exterminatrice, pour penser l'Europe contemporaine et les politiques migratoires et du droit d'asile ? Quelle connexion entre le passé de l'Europe et la philosophie aujourd'hui, en sachant que des génocides ont eu lieu (Arméniens, Juifs, Tziganes) ont lieu aujourd'hui en Europe (Srebrenica, Tchétchénie) et aussi ailleurs (Grands Lacs, Ruanda, Burundi, cône sud d'Amérique latine, Pérou 90.000 disparus, morts de la guerre d'Irak, etc.) ?

2) en articulant l'histoire à l'actualité, comment intégrer l'ensemble des éléments d'un long processus historique qui a commencé avec la révolution industrielle, le capitalisme, la raison instrumentale, pour culminer au XXe siècle à ce qu'Arendt a appelé un régime politique sans précédent de domination totale ?

¹ Je renvoie le lecteur au chapitre V de *L'impérialisme* d'Arendt sur le « droit d'avoir des droits » à partir d'une critique des Droits de l'homme.

3) en quoi, l'histoire du XXe siècle d'une Europe, d'un Occident colonisateur, impérialiste, dominateur et destructeur aboutissant aux guerres totales et d'anéantissement, aux camps d'extermination, a-t-elle une portée universelle et non une portée continentale limitée, notamment quand on le met en rapport avec les génocides d'après 1945?

Pour réfléchir à la fois à l'histoire et à l'actualité de la globalisation, saisir ce qui a lieu, voici ce que l'on peut donc retenir de ces trois approches. Premièrement, dans l'histoire, la position de « hors-la-loi » peut conduire, non seulement à l'exclusion mais à « l'expulsion » (Arendt n'utilise jamais exclusion) d'une dualité dedans-dehors qui conduit au jetable, à l'acosmie (avec la nécessité de revisiter le concept de dignité, sa signification aujourd'hui). On ne se trouve plus seulement devant des faits que K. Marx décrivait à l'aide du concept de la main-d'œuvre de réserve, mais devant un processus qui renvoie à la fois à l'exploitation, au jetable, à la superfluité humaine. La négation de l'individualité et la nécessité d'un cadre politique, que l'on voit à l'œuvre dans des formes diverses de « communitarismes » (à qualifier chaque fois), peut conduire jusqu'aux confins de la néantisation, de la « dépropriation »¹ de la vie, de la mort et même du culte des morts, à des dispositifs mettant en œuvre la superfluité humaine.

Deuxièmement, il faut réfléchir aux formes contemporaines du racisme. Au XXe siècle, une nouvelle idéologie raciste s'appuyant sur des théories « scientifiques » qui essentialisent des groupes humains dans un monde clos a été mise en œuvre historiquement et, comme le souligne Arendt, a rendu possible une politique de génocides (dans d'autres Etats génocidaires depuis lors) où l'on voit s'articuler race, ethnie, nation. Arendt écrira qu'après la chute du nazisme dans un monde fini, clos, un système politique peut décider démocratiquement d'éliminer des groupes humains. Si l'on considère le nouveau racisme depuis les travaux de R. Ivekovic, on ne se trouve plus seulement dans une pensée binaire, une partition de la raison à la base du patriarcat fondamentaliste, mais dans une pensée, une idéologie qui mêle catégorisation binaire basée sur le bio-social, la hiérarchisation, l'essentialisation figée et le nihilisme dont la figure historique et philosophique majeure est la *Human superfluity*. On voit combien une critique sur la « nation », ou se situant dans une dénonciation de l'utilitarisme migratoire, des discriminations au sein du marché du travail est insuffisante pour décrire ce qui a lieu. On voit combien les ruptures historiques du XVIIIe et du XXe siècle qui ont abouti à l'expérience de la domination totale impliquent à la fois une intégration du patriarcat fondamentaliste nationaliste, du racisme et une transformation de la pensée, du rapport de la pensée et de l'Être social-historique, des transformations de la domination totale guerrière.

Troisièmement, il convient de prendre une double distance critique vis-à-vis de théories proches de la « raison instrumentale » dont j'énumère quelques exemples brièvement. Ce que nous pourrions appeler des métaphysiques déterministes, essentialistes de la catastrophe ; des théories utilitaristes sur les migrations ou de leur critique qui se confinent sur ce seul terrain, ainsi de celle qui restent dans la théorie politique classique. Ces approches ne permettent pas de rendre compte de ce qui a lieu dès lors que l'on considère l'exploitation, la surexploitation et même la culture des « humains superflus » dont parle Arendt ou encore du « jetable » dont parle B. Ogilvie². L'enjeu est de tenter une approche du pouvoir qui prend en compte à la fois ce qui dépasse l'Etat, le système d'Etat et ce qui lui résiste. La situation de *guerre* n'est pas explicable par « l'état d'exception » (ce concept lié à la notion de dictature développée par C. Schmitt au moment du nazisme n'en rend pas compte). Il s'agit d'approfondir des conceptions classiques de la guerre en reprenant les réflexions sur la guerre de fondation (Ivekovic), le racisme (Guillaumin), la « guerre totale et d'anéantissement » (Arendt) et en réfléchissant aux articulant les liens entre la guerre « moderne », les modalités de partition de la

¹ Benslama F. (2002) : La psychanalyse à l'épreuve de l'islam, Paris, Aubier.

² Ogilvie B. (1995) : « Violence et représentation. La production de l'homme jetable », *Lignes*, 26, 113-142.

raison et le nihilisme. A partir de là, il nous reste à confronter ces trois approches au lien entre violence et droit d'asile, les faits guerriers, les génocides mondialisés après 1945 à requalifier.

5. Déplacer le regard

Le rapide parcours permet de mieux saisir les liens entre sexe-nation, nation-ethnie, racisme, néantisation nihiliste de la globalisation. Les trois apports théoriques mis en lien invitent à un déplacement radical à partir de la partition de sexe et de la raison basée sur le différend, ainsi que d'une périodisation élargie et de ruptures historiques intégrées. Dès lors, que pouvons-nous voir dans les dispositifs et les outils des politiques migratoires aux frontières de l'Europe bordés de camps ?

Certes, nous nous trouvons dans une Europe fragmentée, éclatée, plongée dans l'incertitude, mais où les luttes durent sur le terrain du droit d'asile et s'élargissent dans d'autres secteurs (jeunes, travail, santé, délocalisations). L'Europe fragmentée est bordée de camps aux frontières de l'Europe et partout en Europe. Un indice pousse à aller au-delà de la fragmentation et du nouveau mur. En fait la notion d'apartheid guerrier, raciste rend mieux compte des politiques migratoires en Europe que la métaphore du mur. Les mots d'ordre des manifestations montrent qu'au-delà des atteintes à la liberté, à l'égalité, les atteintes sont plus profondes (dignité, superfluité). Pour n'en donner qu'un exemple sur le clivage des frontières de l'Europe, je renvoie à un article de Ch. Tafelmacher, avocat, membre de *Solidarités sans Frontières*, fin observateur de la politique d'asile en Suisse, qui - face aux renvois forcés des réfugiés bosniaques et kosovars - a montré que le fil rouge de l'épuration ethnique¹ était le fait non seulement de persécutions décrites dans les dossiers d'asile subies dans les pays d'origine, mais aussi des pratiques de la police fédérale suisse dans la mise en œuvre du droit d'asile.

L'Europe du droit d'asile est une des figures des partitions, des dichotomies, de l'apartheid guerrier qui la définit. C'est une logique de séparation, de *guerre* où dans un engrenage articulé, se tissent nationalismes, populismes autoritaires, racisme dans les pays sans tradition démocratique, nous dit R. Ivekovic, dans les pays à l'Ouest comme à l'Est de l'Europe. La boîte de Pandore de la guerre, de la fragmentation, de l'apartheid a bien éclaté des deux côtés (en Occident et à l'Est). Et elle continue aux frontières et dans les *camps*, les commissariats de police, les prisons, les dispositifs découlant des accords de réadmission, etc. des politiques migratoires.

En parcourant les travaux de R. Ivekovic qui a interrogé radicalement la partition à la base de la nation et de la pensée, l'objet n'est plus la migration, mais bien l'Europe et la philosophie occidentale réduite à une partition de la raison et à un conflit interne entre une philosophie de la vie, de la relation et une philosophie nihiliste de l'isolement, de la destruction, de la mort. Ce qui dans son courant dominant demande à être remis en cause par les philosophies souterraines du multiple, du traumatisme, de l'exil, de la résistance et de la lutte, pour revisiter le politique et, la politique, le pouvoir, l'Etat et transformer les frontières en *passages*.

Marie-Claire Caloz-Tschopp, Universités de Genève et Lausanne.

¹ Tafelmacher Ch. (2002) : « Quand la protection provisoire et les renvois forcés du droit d'asile en Suisse rejoignent l'épuration ethnique », *Cultures et Sociétés*, 16-17, 155-173.

